

**Autorisation de voirie n°BEM\_AV\_2023\_0169  
portant renouvellement du permis de stationnement n°BEM\_AV\_2023\_0071**

**RUE DU SOUVENIR (D223) (GESTE)**

Le Maire de la Commune de Beaupréau-en-Mauges,  
VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,  
VU le Code général de la propriété des personnes publiques,  
VU le Code de la voirie routière,  
VU le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L. 421-1 et suivants,  
VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales,  
VU l'arrêté SG n°2021-27 en date du 17/12/2021 portant délégation de signature,  
VU la demande par laquelle M FOUCHÉ Teddy demeurant 20 rue Jeanne Mérel GESTÉ 49600 BEAUPRÉAU-EN-MAUGES demande le renouvellement de la permission de voirie n°BEM\_AV\_2023\_0071 délivrée pour les éléments suivants :  
- installation d'un échafaudage sur pieds pour la réalisation de travaux de couverture et de ravalement de façade, 33-35 RUE DU SOUVENIR (D223) (GESTE) (Beaupréau-en-Mauges),

**ARRÊTE**

**Article 1**

L'arrêté n° BEM\_AV\_2023\_0071 du 14/09/2023 autorisant M FOUCHÉ Teddy demeurant 20 rue Jeanne Mérel GESTÉ 49600 BEAUPRÉAU-EN-MAUGES à occuper le domaine public routier est renouvelé conformément aux prescriptions du présent arrêté.

**ARTICLE 2 - RESPONSABILITE**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation, de l'occupation ou de l'exploitation de ses ouvrages.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui.

Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Il se devra d'entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien auprès du signataire du présent arrêté.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 3 - Durée, validité et renouvellement**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire ; elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

La présente autorisation vaut titre d'occupation.

L'occupation est consentie jusqu'au 15/01/2024.

La demande de renouvellement devra être présentée par le bénéficiaire deux mois avant la date d'expiration de la présente autorisation.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans un délai d'un mois à compter de la révocation ou au terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que les travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

Fait à Beaupréau-en-Mauges, le 10/11/2023

Pour le Maire,

Maire déléguée de Gesté, commune déléguée de Beaupréau-en-Mauges

Charlène DUPAS



**Permis de stationnement**  
**Installation d'un échafaudage sur pieds pour la réalisation de travaux de couverture et de ravalement de façade**  
RUE DU SOUVENIR (D223) (GESTE)

Le Maire de la Commune de Beaupréau-en-Mauges,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,

VU le Code général de la propriété des personnes publiques,

VU le Code de la voirie routière,

VU le Code de la Route et l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8ème partie - signalisation temporaire),

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales,

VU l'arrêté SG n°2021-27 en date du 17/12/2021 portant délégation de signature,

VU la demande par laquelle **SCI A2TF demeurant 20 rue Jeanne Mérel GESTÉ 49600 BEAUPRÉAU-EN-MAUGES représentée par Monsieur Teddy FOUCHÉ pour le compte de M FOUCHÉ Teddy demeurant 20 rue Jeanne Mérel GESTÉ 49600 BEAUPRÉAU-EN-MAUGES** demande l'autorisation d'occuper temporairement le domaine public :

- installation d'un échafaudage sur pieds pour la réalisation de travaux de couverture et de ravalement de façade 33-35 RUE DU SOUVENIR (D223) (GESTE) (Beaupréau-en-Mauges),

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 - AUTORISATION**

Le bénéficiaire (**M FOUCHÉ Teddy**) est autorisé, sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, et sous réserve de l'obtention si nécessaire d'un arrêté de circulation, à occuper le domaine public, conformément à sa demande :

**33-35 RUE DU SOUVENIR (D223) (GESTE) (Beaupréau-en-Mauges)**

- du 18/09/2023 au 16/11/2023, installation d'un échafaudage sur pieds pour la réalisation de travaux de couverture et de ravalement de façade sur la chaussée
  - Linéaire occupé en mètres : 20 mètre(s)

Mise en sécurité des riverains par l'installation d'un feu clignotant ou réfléchissant sur l'échaffaudage.

**ARTICLE 2 - IMPLANTATION – OUVERTURE DE CHANTIER ET RECOLEMENT**

La réalisation des travaux autorisés dans le cadre du présent arrêté ne pourra excéder une durée de **1 mois**.

La conformité et la réception des travaux seront effectués avec le gestionnaire de la voirie au terme du chantier.

L'ouverture de chantier est fixée au comme précisée dans la demande.

Les arrêtés réglementaires de police pour toute éventuelle restriction de circulation devront être sollicités un mois avant la date de début des travaux auprès des gestionnaires des voies routières empruntées par le projet.

**ARTICLE 3 - RESPONSABILITÉ**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Il se devra d'entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien auprès du signataire du présent arrêté.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **ARTICLE 4 - VALIDITÉ ET RENOUELEMENT DE L'ARRÊTÉ – REMISE EN ÉTAT DES LIEUX**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son endroit, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

Fait à Beaupréau-en-Mauges, le 14/09/2023

Pour le Maire,

Maire déléguée de Gesté, commune déléguée de Beaupréau-en-Mauges

**Charlène DUPAS**



**DIFFUSION :**

- M FOUCHÉ Teddy

*Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.  
Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.*